



### Communiqué de Presse

#### L'ADEME, nouvelle Agence d'Intérim de la transition écologique ?

***Les trois organisations syndicales alertent sur la fragilité de la gouvernance de l'ADEME***

Jamais le gouvernement n'a autant été sollicité sur le front de la sobriété et du Climat.

Cet été a été marqué en France par une intensification des conséquences du changement climatique (canicule, sécheresse, incendies, inondations, ...), par une précarité énergétique grandissante (liée au conflit Ukraine/Russie et aux problèmes sur le parc nucléaire français) et par une prise de conscience aigüe des contraintes sur les ressources et produits stratégiques (mises en évidence par la période COVID).

Le gouvernement a installé un Secrétariat Général à la Planification Ecologique. Il prépare différents textes réglementaires et des budgets pour agir. Les interventions dans les médias ces dernières semaines jusqu'au plus haut niveau de l'Etat illustrent l'urgence et la gravité de cette situation.

L'ADEME, Agence de la Transition Ecologique, est pilotée à vue par des intérimaires.

L'ADEME, Agence de la Transition Ecologique, est le bras armé de l'Etat pour l'expertise, l'orientation et la mise en œuvre de nombreuses politiques de transition écologique de l'Etat.

Or, depuis le départ du Président Arnaud Leroy le 9 juin dernier – départ annoncé dès février 2022 – les intérimaires se succèdent pour assurer la Présidence et la Direction générale de l'ADEME : un temps PDG par intérim, le Directeur Général Délégué Fabrice Boissier a lui aussi quitté l'agence le 31 août dernier, pour céder la place à un Président par intérim et un DGD par intérim à temps partiel.

Ce nouveau Président par intérim, nommé début septembre, a déjà annoncé que son mandat n'excéderait pas février ou mars 2023 - étant atteint par la limite d'âge.

Si ces dernières nominations permettent de gérer les affaires courantes, elles n'assurent pas un cap, une gouvernance stable et des moyens humains à la hauteur, en mesure de représenter l'ADEME, agence de premier plan pour la transition écologique, dans cette période stratégique.

L'embauche d'intérimaires par l'ADEME (128 ces deux dernières années soit 13% des effectifs) est d'ailleurs devenue une pratique courante – imposée par le Ministère du Budget à cet établissement public – y compris pour gérer des missions pérennes.

Les représentants des salariés demandent la nomination d'une présidente ou d'un président pérenne

Au moment où s'arbitrent les budgets, les emplois, les orientations stratégiques, les modalités de mise en œuvre des nouvelles politiques gouvernementales, la mise en fragilité de la gouvernance de l'ADEME est particulièrement inquiétante.

Bien que malmenés par cette gestion 'par intérim', les salarié.es de l'ADEME sont à la tâche pour apporter vision et solutions opérationnelles à la société française en matière de transition écologique. Ils attendent que l'Etat leur donne tous les moyens nécessaires à cet exercice.

Les représentant.es des salarié.es au Conseil d'administration de l'ADEME ont interpellé la première ministre par courrier le 19 septembre dernier ; ils lui demandent de proposer au plus tôt une présidente ou un président. Cette nomination permettra de désigner une Directrice Générale ou un Directeur Général de plein exercice. Ce courrier est sans réponse à ce jour.

Contacts : [sne@ademe.fr](mailto:sne@ademe.fr); [cfdt@ademe.fr](mailto:cfdt@ademe.fr); [cgt@ademe.fr](mailto:cgt@ademe.fr).